

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### **L'ONUSIDA met en garde contre une détérioration des conditions de vie des déplacés internes en République centrafricaine**

*Michel Sidibé, Secrétaire général adjoint des Nations Unies, et une délégation de haut niveau se rendent dans des centres de déplacés internes*

**GENÈVE/BANGUI, 20 février 2014** – Michel Sidibé, Directeur exécutif de l'ONUSIDA, a constaté les conditions de vie catastrophiques des déplacés internes en République centrafricaine. Le 20 février, il s'est rendu en avion à Bossangoa, dans le nord-ouest du pays, en compagnie de Mme Valérie Amos, Secrétaire générale adjointe aux affaires humanitaires des Nations Unies et Coordinatrice des secours d'urgence, ainsi que d'autres responsables de haut niveau.

Bossangoa a subi une vague de violences sectaires et la ville qui comptait auparavant quelques 50 000 habitants est aujourd'hui pratiquement vide, la population ayant déserté les logements pour échapper aux violences qui opposent les musulmans aux chrétiens. Aujourd'hui, la majorité des anciens résidents de la ville vivent dans deux centres séparés – l'un destiné aux musulmans et l'autre aux chrétiens.

La délégation a visité les deux centres de déplacés internes et elle s'est entretenue avec des chrétiens et des musulmans ainsi que des chefs religieux des deux confessions. Les différentes tentatives des chefs religieux n'ont pour l'instant pas réussi à permettre une réconciliation et les populations refusent de retourner chez elles de peur de nouvelles violences.

« Il faut mettre un terme à la souffrance et à la misère humaines » a déclaré M. Sidibé. « Nous devons garantir des conditions minimums de sécurité pour que les personnes puissent rentrer chez elles sans craindre les violences ».

« Nous demandons un renforcement de la sécurité et de la protection. Nous ne voulons pas quitter la République centrafricaine et fuir au Tchad. C'est ici que sont nos familles et notre vie » a déclaré Ismaël Naffi, Imam du district de Boro à Bossangoa.

La vie est dure dans les centres de déplacés internes. Bien que les chiffres changent rapidement, on estime à 36 000 le nombre de chrétiens installés sur le terrain de la Mission Catholique de Saint Antoine de Padoue et à environ 1 200 le nombre de musulmans vivant dans l'école « Liberté ». Les conditions de vie sont très difficiles : la nourriture, l'eau potable, les soins médicaux et les installations sanitaires sont largement insuffisants. Il est probable que la saison des pluies qui approche aggrave la situation.

« Nos pensées vont vers tous ceux qui vivent actuellement dans des lieux abandonnés et qui n'ont plus de recours, nous parlons en leur nom, et demandons qu'une solution soit trouvée au niveau international pour que la sécurité soit rétablie [...] et l'unité nationale restaurée afin qu'ensemble nous puissions rebâtir ce pays que nous aimons tous » a déclaré Monseigneur Dieudonné Nzapalainga, Archevêque de Bangui

Selon les derniers rapports des Nations Unies, les violences incessantes ont contraint plus de 700 000 personnes à fuir leur foyer pour trouver refuge ailleurs dans le pays et nombreux sont ceux qui ont franchi la frontière pour chercher asile dans les pays voisins. La pénurie de produits alimentaires augmente et un nombre croissant de personnes déplacées ayant des besoins pressants de nourriture arrivent à Bangui, la capitale. Des services de soins et médicaux vitaux sont nécessaires dans les zones les plus affectées, y compris des médicaments essentiels, des fournitures de laboratoire, du sang non contaminé et des médicaments pour prévenir l'apparition de maladies infectieuses.

La sécurité des femmes et des filles inquiète est aussi source d'inquiétude en raison du nombre alarmant d'agressions sexuelles déclarées dans les centres de déplacés internes.

« Il est intolérable que la violence frappe les femmes et les filles alors qu'elles cherchent à reconstruire leur vie dans des logements temporaires » a déclaré M. Sidibé. « Il est déjà traumatisant d'être déraciné de sa communauté familiale par des milices guerrières et il faut que les centres de déplacés internes soient de vrais refuges pour les femmes et les filles ».

À l'heure actuelle, les fonds consacrés à la riposte d'urgence contre les violences basées sur le genre sont limités et les centres pour déplacés internes offrant des services appropriés pour répondre aux besoins médicaux et psychologiques des personnes ayant survécu aux violences sont peu nombreux.

Avant le début de cette crise, le pays avait déjà de grosses difficultés à mettre en œuvre une riposte contre le sida et les violences permanentes rendent la situation encore plus difficile. Selon les autorités nationales 125 000 personnes vivaient avec le VIH en 2012 – 15 000 d'entre elles étaient sous traitement antirétroviral. Depuis le début des violences, deux tiers des personnes séropositives au VIH sous traitement ont fui leur foyer et ne peuvent plus avoir accès aux médicaments et aux soins dont elles ont besoin. Il est de plus en plus à craindre que l'interruption des traitements n'entraîne une résistance aux médicaments vitaux, ce qui pourrait compliquer les soins futurs.

[FIN]

## Contact

ONUSIDA Genève | Sakuya Oka | tél. +41 22 791 1552 | [okas@unaid.org](mailto:okas@unaid.org)

## ONUSIDA

Le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) guide et mobilise la planète en vue de mettre en place sa vision partagée d'un monde affranchi de toute nouvelle infection par le VIH, de toute discrimination et de tout décès lié au sida. L'ONUSIDA unit les efforts de 11 organisations de l'ONU (l'UNHCR, l'UNICEF, le PAM, le PNUD, le FNUAP, l'ONUDC, l'ONU Femmes, l'OIT, l'UNESCO, l'OMS et la Banque mondiale) et travaille étroitement avec des partenaires nationaux et internationaux pour optimiser les résultats de la lutte contre le sida. Pour en savoir plus, rendez-vous sur [unaid.org](http://unaid.org) et rejoignez-nous sur Facebook et Twitter.